

Faculté de Droit de Chambéry



Conférences de vie politique comparée Session 2025

L'Université Savoie Mont Blanc et la Faculté de Droit reçoivent cette année pour le treizième cycle de Conférences de Vie Politique Comparée des chercheurs en sciences sociales et humaines dont les travaux permettent d'éclairer de grandes questions sociopolitiques contemporaines.

Ces conférences sont ouvertes à tous publics. L'entrée est libre.

Elles se tiendront le jeudi de 13h15 à 16h30, dans l'amphi A3, Campus de Jacob Bellecombette (les 06/02, 13/02, 20/02, 13/03, 10/04).

Coordination :

Frédéric Caille, maître de conférences HDR en science politique,
Université Savoie Mont Blanc

Renseignements :

Téléphone : 04.79.75.85.11

Frédéric.Caille@univ-smb.fr

HORAIRE EXCEPTIONNEL 14 H Jeudi 13 mars 2025

Simon Persico est professeur de science politique à Sciences Po Grenoble, co-fondateur directeur du master Transitions Ecologique, spécialiste de la sociologie politique des partis et particulièrement de leur rôle dans la construction des politiques publiques et de l'agenda politique environnemental. Il viendra, sous le titre *Les conflits autour de l'écologie et la transformation des démocraties en Europe de l'Ouest*, nous présenter une synthèse de ses contributions sur la manière dont les enjeux écologiques transforment les mouvements sociaux et la compétition politique.

TENIR UNE PROMESSE ÉLECTORALE SANS LA METTRE EN ŒUVRE

— LE CAS DE LA FERMETURE DE FESSENHEIM —
Eva Deront, Aurélien Evrard et Simon Persico

Le 31 décembre 2016, le réacteur 1 de la centrale nucléaire de Fessenheim redmarre, après une fermeture temporaire imposée par l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) à l'opérateur de cette centrale, EDF, pour des contrôles supplémentaires sur les générateurs de vapeur. La date est hautement symbolique, car la fermeture définitive de la centrale allemande avait été promise « pour la fin de l'année 2016 » par le président de la République, François Hollande¹, pendant la campagne électorale pour l'élection présidentielle de 2017². Ce haut de calendrier résume particulièrement bien la « saga Fessenheim », ou la trajectoire d'une promesse électorale atypique, depuis sa formulation jusqu'à sa mise en œuvre. Sa spécificité tient pour partie aux caractéristiques du secteur de l'énergie, sur lequel les acteurs politiques ont historiquement exercé une influence limitée en France, déléguant le plus souvent la définition des grandes orientations de cette politique à des groupes d'experts et aux grands corps techniques monopolisant l'expertise légitime³. Cette logique de dépolitisation repose également sur une forme de rétrocession du débat politique, avec un recours discursif assez généralisé au « règne de la nécessité » (*realm of necessity*)⁴, selon lequel il n'y aurait pas d'alternative viable à la production d'électricité nucléaire, conduisant à une très faible différenciation programmatique entre les principaux partis⁵. Sur ce point, la promesse formulée par F. Hollande intervient dans un contexte de (re)politisation et de publication

1. Si aucun délai n'est indiqué dans le document des sockets emplacements, F. Hollande a eu l'occasion de préciser lors de la première conférence environnementale que cette fermeture interviendrait avant la fin de l'année 2016.
2. L'engagement 41 recense plusieurs promesses relatives aux politiques énergétiques : « Je préserverai l'indépendance de la France tout en diversifiant nos sources d'énergie, j'encouragerai la réduction de la part de nucléaire dans la production d'électricité de 75 % à 50 % à l'horizon 2025, en garantissant la sécurité maximale des installations et en poursuivant la modernisation de notre industrie nucléaire. Je favoriserai la montée en puissance des énergies renouvelables en soutenant la création et le développement de filières industrielles dans ce secteur. La France respectera ses engagements internationaux pour la réduction des émissions de gaz à effet de serre. Dans ce contexte, je fermerai la centrale de Fessenheim et je poursuivrai l'achèvement du chantier de l'amélioration (AP1) de l'engagement 41 ». On constate que la fermeture de Fessenheim apparaît dans la même phrase que l'ouverture de l'AP1 de l'amélioration, même si aucun principe de compensation n'apparaît alors entre ces deux promesses.
3. Philippe Simonnet, *Les nucléaires*, Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble, 1978 ; Gabriella Hocht, *The Balance of France. Nuclear Power and National Identity after World War II*, Cambridge, MIT Press, 1998 ; Yannick Barthe, *L'opérateur d'urgence. Les crises nucléaires des centrales nucléaires*, Paris, Economica, 2006 ; Jean-Thomas, *La France nucléaire. L'art de gouverner une technologie contestée*, Paris, Seuil, 2003.
4. Colin Leach, *Why We Hate Politics*, Cambridge, Polity Press, 2007.
5. Dorothy Nelson, Michael Pollack, *The Atom Deal: Extra-parliamentary Deal in France and Germany*, Cambridge, MIT Press, 1991 ; Herbert Kitchin, « Political Opportunity Structures and Political Protest », *Anti-*



Le niveau de certitude scientifique concernant le risque d'effondrement écologique (et donc économique, politique, social et humain) n'a jamais été aussi élevé. Pourtant, les solutions, les instruments et les budgets pour faire face à la crise écologique font l'objet de débats acharnés et de nombreux objectifs et politiques ont été récemment revus à la baisse, en Europe comme aux États-Unis. Les bases sociales et démocratiques du soutien à des politiques climatiques et environnementales plus ambitieuses semblent faire défaut. Alors qu'une grande partie des citoyens européens (parmi les plus éduqués) partagent des attitudes pro-environnementales, l'impact de leur emploi, de leur mode de vie et de leur comportement sur leur empreinte écologique est très significatif. Au contraire, les citoyens les plus défavorisés sont ceux dont l'empreinte écologique est la plus faible ; pourtant, pour l'instant, ils n'affichent pas de valeurs et d'attitudes pro-environnementales fortes, ni de comportement politique favorable à la transition écologique. Le manque supposé de soutien aux politiques environnementales a également des conséquences sur la concurrence entre les partis et l'élaboration des politiques en Europe. Les familles de partis qui défendent des politiques environnementales et climatiques ambitieuses, en premier lieu les partis verts, sont au creux de la vague. Alors que le niveau de conflit sur les politiques environnementales est vif, il est également contesté, dans l'agenda public, par d'autres conflits (sur la guerre, les inégalités, l'immigration et l'identité, l'ordre social traditionnel, ou la poursuite de l'intégration européenne...). Cette conférence permettra de réfléchir à la manière dont ces conflits interagissent, pour comprendre comment des coalitions sociopolitiques pro-environnementales durables peuvent transformer durablement les économies politiques de l'Europe de l'Ouest.